

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Gravelines, le 13/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECOCÉM France

2910 route de la centrale électrique
59140 Dunkerque

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\
ECOCÉM_France_Dunkerque_0003801364\2_Inspections\2023 09 05 PPC TAR\
Code AIOT : 0003801364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement ECOCÉM France implanté 2910 route de la centrale électrique 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOCÉM France
- 2910 route de la centrale électrique 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0003801364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'ECOCCEM présente des installations de production de « laitiers granulés broyés » en vrac (GGBS), et des « ciments composés » (CEM III) en vrac ou conditionnés en sacs. Ces produits sont obtenus à partir de laitiers granulés provenant des hauts fourneaux du site d'ARCELORMITTAL Dunkerque et de clinker importé par voie maritime. L'établissement relève du régime de l'autorisation aux titres des rubriques 2515 et 2910 de la nomenclature des installations classées.

L'installation de broyage-séchage comprend deux unités d'exploitation :

- La préparation du matériau à broyer et l'alimentation du broyeur ;
- Le circuit de séchage et de broyage.

La deuxième unité a pour but le séchage et le broyage du laitier granulé de haut fourneau (GBS) et de clinker à la finesse désirée dans le but de produire du laitier moulu (GGBS) et du ciment.

L'énergie nécessaire au séchage est obtenue par la combustion de gaz de haut fourneau ou de gaz naturel (pour le démarrage uniquement) à partir d'un générateur d'air chaud. L'air chaud est acheminé à la base du broyeur.

Le matériau à broyer est introduit, par l'intermédiaire d'un sas alvéolaire, jusqu'au plateau de broyage rotatif. Avec l'effet centrifuge, le matériau est entraîné et passe sous les meules de broyage.

Le flux de gaz chauds ascendant, réparti sur le pourtour du plateau de broyage transporte l'ensemble du matériau broyé, particules fines et grosses particules dans le séparateur. Les particules constituant le produit fini sont évacuées par le conduit vers les silos tandis que les particules « trop grosses » repartent sur le plateau de broyage par le cône de décharge.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de la prolifération des légionelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.1	Sans objet
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.a)	Sans objet
3	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.1.b)	Sans objet
4	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art. 3.7.I.3.a.	Sans objet
5	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.I.2.c.	Sans objet
6	Procédure en cas de dépassement des 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I, art.3.7.II.1.a.	Sans objet
7	Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I art.3.5.	Sans objet
8	Fiche de stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3-7-I-2-b	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'est pas observé de dérive dans la gestion de la prolifération des légionelles. L'exploitant doit continuer sa surveillance et veiller à l'exhaustivité de son analyse des risques.